

Demande de Certificat d'urbanisme opérationnel
Dossier n°CU 71456 22 E0059 déposé le 21/12/2022

Par : Maître BAUD Samuel

Demeurant : 102 route de Chalon BP 23 71270 PIERRE-DE-BRESSE

Pour : Possibilité de construction de cinq maisons à usage d'habitation

Sur un terrain à : A SAINT MARTIN 71620 SAINT MARTIN EN BRESSE

Cadastré : B1039, B1038

Le Maire,

- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article R410-17,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014
- Vu le CU 71456 22 E0059, délivré le 04/02/2023, , prorogé jusqu'au 04/08/2025 pour la possibilité de construction de cinq maisons à usage d'habitation, sur un terrain cadastré B1039, B1038, d'une superficie de B1039 : 4308 m², B1038 : 3545 m² sis A SAINT MARTIN 71620 Saint Martin en Bresse,
- Vu la demande de prorogation en date du 07/05/2025, émanant de Madame VOIRET Béatrice et Madame OLLIVIER Isabelle,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2017 11 49 en date du 14 11 2017 portant prescription du PLUI de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse,
- Vu la délibération n°2022 11 57 de débat du projet de PADD en date du 8 11 2022,
- Vu la délibération n°2024 11 67 de l'arrêté projet du PLUI en date du 24 11 2024,

ARRÊTE

Le certificat d'urbanisme dont les références figurent ci-dessus, est prorogé pour une durée d'un an soit jusqu'au 04/08/2026,

Possibilité de sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'urbanisme : permis, déclaration préalable de non opposition.

Fait à SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Le 16/05/2025



Pour le Maire,
L'adjoint délégué
Yves DESSAUGE

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS

DUREE DE VALIDITE

La durée de validité d'un Certificat d'Urbanisme (qu'il s'agisse d'un certificat d'urbanisme d'information ou d'un certificat d'urbanisme opérationnel) est de 18 mois à compter de sa délivrance.

PROLONGATION DE VALIDITE (Article R410-17 du code de l'urbanisme)

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par période d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger est :

8

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
DEMANDE CERTIFICAT D'URBANISME OPERATIONNEL
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

remise le 24 déc 2022
Guy Marie LAMBERT
Commissaire enquêteur

Demande de Certificat d'urbanisme opérationnel déposée le 21/12/2022
Dossier n° CU 71456 22 E0059

Par : Maître BAUD Samuel
Demeurant : 102 route de Chalon 71270 PIERRE-DE-BRESSE
Pour : Possibilité de construction de cinq maisons à usage d'habitation
Sur un terrain à : A SAINT MARTIN 71620 SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
Cadastré : B1039, B1038

Le Maire,

- Vu la demande de Certificat d'urbanisme susvisée,
- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L410-1 et R410-1 et suivants, R111-2,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014,
- Vu l'avis ENEDIS en date du 23 décembre 2022,
- Vu l'avis favorable de la SAUR en date du 5 janvier 2023,
- Considérant que l'article UA3 2) dispose que les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à ce que les véhicules puissent aisément faire demi-tour

ARRÊTE

Article 1 : Les terrains objet de la demande peuvent être utilisés pour l'opération envisagée.

Article 2 : Disposition d'urbanisme applicable aux terrains :

Le terrain est soumis au zonage UA : comprend des habitations, des commerces, des services, des équipements publics et des activités non nuisantes et non polluantes. Elle recouvre la partie urbaine (centrale) dense de Saint Martin en Bresse, où le bâti ancien est dominant, dans laquelle les constructions sont édifiées, en règle générale à l'alignement des voies.

Article 3 : Les terrains sont grevés par la servitude suivante :

Zone de sismicité niveau 2 : risque sismique faible

Article 4 : Voie privée:

Sur la voie nouvelle en impasse, une place de retournement sera créée en bout de voirie.

Article 5 : L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Réseaux	Desserte du terrain	Avis service ou concessionnaire
Voie(s) publique(s)	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse Rue de la Bruyère Une permission de voirie ainsi qu'une demande d'alignement seront sollicitées à la mairie de Saint Martin en Bresse préalablement à tout début de travaux.
Eau potable	desservi	Exploitant SAUR- Le raccordement au réseau d'eau potable est favorable au frais du pétitionnaire. Le regard et le compteur seront dimensionnés par les services techniques et le service des eaux selon les besoins exprimés par le pétitionnaire. Le regard compteur devra être installé en limite du domaine public pour être accessible par le service des eaux. Avis favorable sous réserve d'autorisation de servitude de tréfonds.

Eaux pluviales	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse
Assainissement	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse
Electricité	desservi	Exploitant ENEDIS
		La distance entre le réseau existant et la parcelle ne permet pas un raccordement au réseau public de distribution d'électricité avec un simple branchement conforme à la norme NF C 14-100. Dans ces conditions, des travaux d'extension de réseau électrique sont nécessaires pour alimenter la parcelle. La contribution à ces travaux d'extension sera à la charge de la CCU, hors exception, pour la part des équipements situés en dehors du terrain d'assiette de l'opération, et à la charge de l'aménageur ou promoteur pour les équipements situés à l'intérieur du terrain d'assiette de l'opération.

Article 6 : Les contributions citées ci-dessous seront liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

- Taxe d'Aménagement communale : 2% (délibération n°96/2014)
- Taxe d'Aménagement départementale : 1,30%
- Redevance d'Archéologie Préventive : 0,40%
- Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) : (délibération n°38/2012)
 - 2500€ pour les constructions nouvelles
 - 1250€ pour les constructions existantes
- Participation aux frais de branchement au réseau d'assainissement collectif
 - constructions nouvelles dont le permis de construire a été déposé avant le 1^{er} juillet 2012 et constructions anciennes sur extension de réseau actuellement en cours de réalisation par la commune (route de la Madeleine, hameau le paradis) : 600€
 - constructions nouvelles : est exigé le remboursement des travaux engagés par la commune sur le domaine public pour exécuter la partie de branchement au réseau collectif de l'égout, au plus proche de la limite de propriété privée. Le montant de la participation est fixé au coût réel des travaux, suivant facturation établie par l'entreprise ayant réalisé les travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, diminué des subventions allouées pour ces branchements.
 - Constructions déjà existante lorsque la commune procède à une extension de réseau : 800€

Article 7 : Les participations citées ci-dessus pourront être prescrites par un permis de construire, un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

PARTICIPATIONS EXIGIBLES SANS PROCEDURE DE DECLARATION PREALABLE

- participations pour équipements publics exceptionnels (Article L332-8 du code de l'urbanisme)
- projet urbain partenarial (article L332-11-3 du code de l'urbanisme)

Article 8 :

- Terrains non compris dans un périmètre soumis à permis de démolir (R*421-27 code de l'urbanisme)
 - Terrains non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les clôtures (Article R*421-2 code de l'urbanisme)
 - Terrains non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les ravalements de façade (Article R*421-2)
 - Terrains non compris dans le périmètre d'une zone d'aménagement concerté (article L311-1 du code de l'urbanisme)
- L'absence de dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme n'exonère pas le pétitionnaire du respect de la réglementation en vigueur (code de l'urbanisme et PLU Saint Martin en Bresse approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014)

Article 9 : Les terrains :

- ne sont pas soumis au Droit de Prémption Urbain (DPU)
- ne sont pas soumis au Droit de Prémption sur les cessions de fonds de commerce, de fonds artisanaux et de baux commerciaux

Article 10 : Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis
- déclaration préalable

Fait à SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Le 04/02/2023



8

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
DEMANDE DE PROROGATION DE CERTIFICAT D'URBANISME OPERATIONNEL
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Remis le 24/01/23
Guy Marie LAMBERT
Commissaire enquêteur

Demande de Certificat d'urbanisme opérationnel
Dossier n°CU 71456 22 E0060 déposé le 21/12/2022

Par : Maître BAUD Samuel

Demeurant : 102 route de Chalon BP 23 71270 PIERRE-DE-BRESSE

Pour : possibilité de construction de deux maisons à usage d'habitation

Sur un terrain à : A Saint Martin 71620 SAINT MARTIN EN BRESSE

Cadastré : B1038

Le Maire,

- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article R410-17,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014,
- Vu le CU 71456 22 E0060, délivré le 27/01/2023, prorogé jusqu'au 27/07/2025 pour la possibilité de construction de deux maisons à usage d'habitation, sur un terrain cadastré B1038, d'une superficie de 3545 m² sis A Saint Martin 71620 SAINT MARTIN EN BRESSE
- Vu la demande de prorogation en date du 07/05/2025, émanant de Madame VOIRET Béatrice et Madame OLLIVIER Isabelle,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2017 11 49 en date du 14 11 2017 portant prescription du PLUI de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse,
- Vu la délibération n°2022 11 57 de débat du projet de PADD en date du 8 11 2022,
- Vu la délibération n°2024 11 67 de l'arrêté projet du PLUI en date du 24 11 2024,

ARRÊTE

Le certificat d'urbanisme dont les références figurent ci-dessus, est prorogé pour une durée d'un an soit jusqu'au 27/07/2026

Possibilité de sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'urbanisme : permis, déclaration préalable de non opposition.

Fait à SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Le 19/05/2025



Pour le Maire,
L'adjoint délégué
Yves DESSAUGE

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS

DUREE DE VALIDITE

La durée de validité d'un Certificat d'Urbanisme (qu'il s'agisse d'un certificat d'urbanisme d'information ou d'un certificat d'urbanisme opérationnel) est de 18 mois à compter de sa délivrance.

PROLONGATION DE VALIDITE (Article R410-17 du code de l'urbanisme)

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par période d'une année sur demande présentée deux mois au moins

8

LC

remarberg
Guy Marie LAMBERT
Commissaire enquêteur

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
DEMANDE CERTIFICAT D'URBANISME OPERATIONNEL
DELIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande de Certificat d'urbanisme opérationnel déposée le 21/12/2022
Dossier n°CU 71456 22 E0060

Par : Maître BAUD Samuel
Demeurant : 102 route de Chalon 71270 PIERRE-DE-BRESSE
Pour : Possibilité de construction de deux maisons à usage d'habitation
Sur un terrain à : A Saint Martin 71620 SAINT-MARTIN-EN-BRESSE
Cadastre : B1038

Le Maire,

- Vu la demande de Certificat d'urbanisme susvisée,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014,
- Vu l'avis ENEDIS en date du 23 décembre 2022,
- Vu l'avis favorable de la SAUR en date du 20 janvier 2023,

ARRÊTE

Article 1 : Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour l'opération envisagée.

Article 2 : Disposition d'urbanisme applicable au terrain :

Le terrain est soumis au zonage : UA : comprend des habitations, des commerces, des services, des équipements publics et des activités non nuisantes et non polluantes. Elle recouvre la partie urbaine (centrale) dense de Saint Martin en Bresse, où le bâti ancien est dominant, dans laquelle les constructions sont édifiées, en règle générale à l'alignement des voies.

Article 3 : Le terrain est grevé par la servitude suivante :

Zone de sismicité niveau 2 : risque sismique faible

Article 4 : L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Réseaux	Desserte du terrain	Avis service ou concessionnaire
Voie(s) publique(s)	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse Rue de la Bruyère Une permission de voirie ainsi qu'une demande d'alignement seront sollicitées à la mairie de Saint Martin en Bresse préalablement à tout début de travaux.
Eau potable	desservi	Exploitant SAUR- Le raccordement au réseau d'eau potable est favorable au frais du pétitionnaire. Le regard et le compteur seront dimensionnés par les services techniques et le service des eaux selon les besoins exprimés par le pétitionnaire. Le regard compteur devra être installé en limite du domaine public pour être accessible par le service des eaux.
Eaux pluviales	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse
Assainissement	desservi	Gestionnaire Commune Saint Martin en Bresse
Electricité	desservi	Exploitant ENEDIS Le raccordement au réseau public de distribution d'électricité sera réalisé avec un simple branchement conforme à la norme NF C 14-100 et éventuellement une extension de réseau ne donnant pas lieu à une contribution financière. Dans ces conditions, aucune contribution financière n'est due par la CCU. En l'absence de positionnement du coffret de raccordement

		électrique sur les documents fournis, nous avons considérés l'emplacement du raccordement au plus près du réseau de distribution d'électricité pour la parcelle à alimenter, conformément au barème Enedis et à l'offre de raccordement de référence.
--	--	---

Article 5 : Les contributions citées ci-dessous seront liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

- Taxe d'Aménagement communale : 2% (délibération n°96/2014)
- Taxe d'Aménagement départementale : 1,30%
- Redevance d'Archéologie Préventive : 0,40%
- Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PAC) : (délibération n°38/2012)
-2500€ pour les constructions nouvelles
-1250€ pour les constructions existantes
- Participation aux frais de branchement au réseau d'assainissement collectif
-constructions nouvelles dont le permis de construire a été déposé avant le 1^{er} juillet 2012 et constructions anciennes sur extension de réseau actuellement en cours de réalisation par la commune (route de la Madeleine, hameau le paradis) : 600€
-constructions nouvelles : est exigé le remboursement des travaux engagés par la commune sur le domaine public pour exécuter la partie de branchement au réseau collectif de l'égout, au plus proche de la limite de propriété privée. Le montant de la participation est fixé au coût réel des travaux, suivant facturation établie par l'entreprise ayant réalisé les travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, diminué des subventions allouées pour ces branchements.
-Constructions déjà existante lorsque la commune procède à une extension de réseau : 800€

Article 6 : Les participations citées ci-dessous pourront être prescrites par un permis de construire, un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

PARTICIPATIONS EXIGIBLES SANS PROCEDURE DE DECLARATION PREALABLE

- participations pour équipements publics exceptionnels (Article L332-8 du code de l'urbanisme)
- projet urbain partenarial (article L332-11-3 du code de l'urbanisme)

Article 7 :

- Terrains non compris dans un périmètre soumis à permis de démolir (R*421-27 code de l'urbanisme)
 - Terrains non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les clôtures (Article R*421-2 code de l'urbanisme)
 - Terrains non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les ravalements de façade (Article R*421-2)
 - Terrains non compris dans le périmètre d'une zone d'aménagement concerté (article L311-1 du code de l'urbanisme)
- L'absence de dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme n'exonère pas le pétitionnaire du respect de la réglementation en vigueur (code de l'urbanisme et PLU Saint Martin en Bresse approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014)**

Article 8 : Le terrain :

- n'est pas soumis au Droit de Préemption Urbain (DPU)
- n'est pas soumis au Droit de Préemption sur les cessions de fonds de commerce, de fonds artisanaux et de baux commerciaux

Article 9 : Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis
- déclaration préalable
- permis d'aménager

Fait à SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Le 27/01/2023



Pour le Maire,
L'adjoint délégué
Yves DESSAUGE